

IMPI

15 JAN. 1996

S75

les sousignés

Madame Catherine, hélène, PASDELOUP, épouse BOUDET, née le 21 mai 1961 à PETIT QUEVILLY (76), de nationalité française, employée de banque, demeurant 30 rue francis creno 93600 AULNAY SOUS BOIS, mariée le 4 juillet 1987 à SAINT MARC SUR COUESNON (35), avec monsieur jean. jacques, henri, edouard BOUDET. sous le regime de la communauté.

monsieur jean jacques henri edouard BOUDET, né le 22 octobre 1959 à blanc mesnil (93) de nationalité française, technico commercial demeurant 30 rue francis creno AULNAY SOUS BOIS 93600 marie le 4 juillet 1987 à SAINT MARC SUR COUESNON (35) avec madame Catherine hélène PASDELOUP sous le regime de la communauté.

monsieur patrick, jacques, max, TANIOU, né le 27 mai 1949 à PARIS XIII ème (75) de nationalité française, technico commercial, demeurant 7 square charles d'orleans 94500 CHAMPIGNY, divorcé

madame marie agnès REGINA, née le 6 juin 1951 à basse pointe MARTINIQUE (97) de nationalité française, sans profession, demeurant 7 square charles d'orleans 94500 CHAMPIGNY, divorcée

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limité qu'ils decident de constituer

KP

STATUTS

"A.S.R. EQUIPEMENT"

**Société à Responsabilité Limitée
au capital de 50.000 Francs**

Siège Social :

30, rue Francis Creno - 93 600 AULNAY SOUS BOIS

STATUTS MIS A JOUR SUITE À L'AGE EN DATE DU 30/12/95

EXERCICE SOCIAL. GERANCE

Article 1 : FORME

La société est une société à responsabilité limitée, qui sera régie par la loi n°66-537 du 24 Juillet 1966 sur les sociétés commerciales, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur, et par les présents statuts.

Article 2 : OBJET

La société a pour objet :

- La conception, la réalisation et la commercialisation d'aménagements intérieurs de locaux commerciaux et industriels, ainsi que tous produits et services associés ;

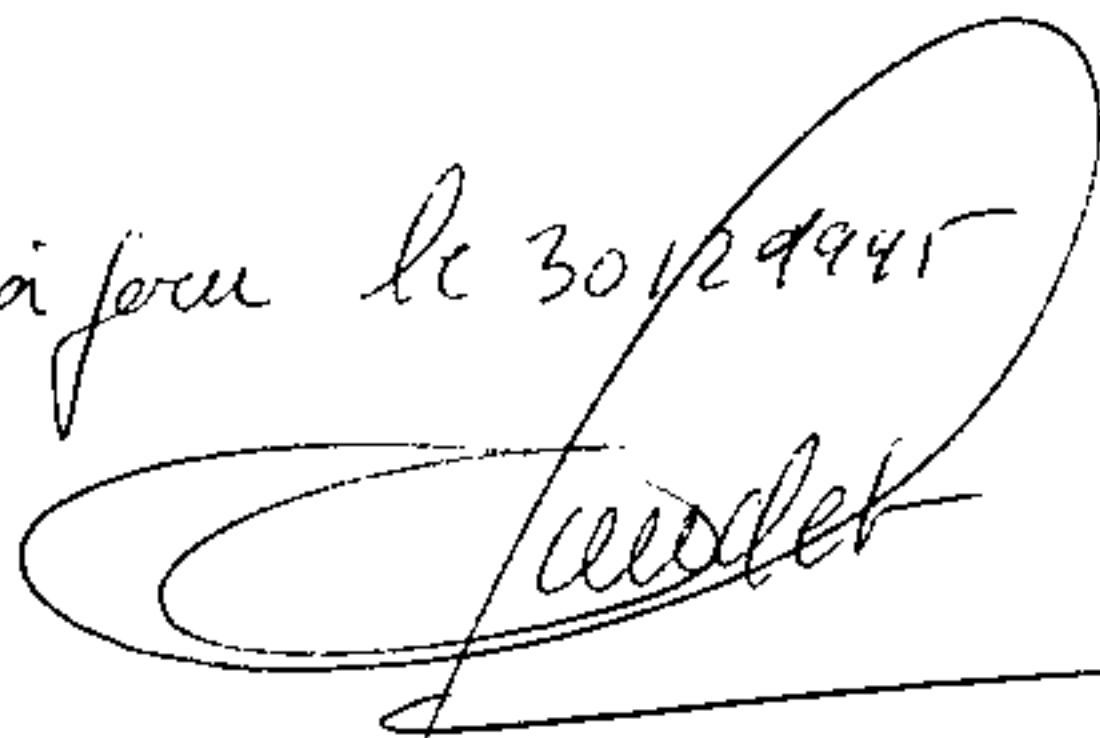
- et, plus généralement la réalisation de toutes opérations d'acquisition, d'exploitation et de gestion visant à renforcer ses activités et son développement, ainsi que toutes opérations de nature commerciale, financière, mobilière ou immobilière se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité, ou à tous objets similaires, connexes ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, et ce en tous pays, la participation, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social.

Article 3 : DENOMINATION

La dénomination de la société est :

"A.S.R. EQUIPEMENT"

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale sera toujours suivie des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

Statuts mis à jour le 30/12/95
 *En fin conforme*

Article 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

30, rue Francis Creno - 93 600 AULNAY SOUS BOIS

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu par décision extraordinaire des associés.

Article 5 : DUREE

La durée de la société est fixée à **99 ans** à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus ci-après.

Article 6 : EXERCICE SOCIAL

Il commence le **1er Janvier** et se termine le **31 Décembre** de chaque année.

Par exception, le premier exercice débutera à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés et se terminera le **31 Décembre 1996**.

Article 7 : GERANCE

Le premier gérant de la société est : **Madame Catherine BOUDET-PASDELOUP,**
demeurant 30, rue Francis Creno - 93 600 AULNAY SOUS BOIS

La durée de ses fonctions est indéterminée. La gérance exercera ses fonctions dans les conditions prévues au titre III des présents statuts.

TITRE II
APPORTS, CAPITAL, PARTS SOCIALES.

Article 8 : APPORTS1 - Apports en numéraire

- Madame Catherine BOUDET apporte à la société la somme de	8 500 francs
- Monsieur Patrick TANIOU apporte à la société la somme de	25 000 francs

soit un montant total égal à	----- 33 500 francs
	(Trente trois mille cinq cent francs)

2 - Apports en nature

Madame Catherine BOUDET apporte à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens désignés ci-après :

1 micro-ordinateur GATEWAY (Pentium 8/786 Mo)
1 imprimante CANON (BJC 4000)

Ces biens ont été estimés d'un commun accord entre les associés à la somme de 16 500 francs.

Cette estimation a été effectuée sans l'intervention d'un commissaire aux apports, compte tenu de ce que la valeur d'aucun apport en nature n'excède 50 000 francs et que la valeur totale de l'ensemble des apports non soumis à l'évaluation d'un commissaire aux apports n'excède pas la moitié du capital social.

RMA TP KP

3 - Récapitulation des apports

- Apports en espèces	33 500 francs
- Apports en nature	16 500 francs

soit un montant total égal au capital social de	50 000 francs (Cinquante mille francs)

Article 9 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 50.000 francs. Il est divisé en **500** parts de **100** francs chacune, attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

- Monsieur Jean-Jacques BOUDET	85 parts
- Madame Catherine PASDELOUP, épouse BOUDET	165 parts
- Madame Marie-Agnès REGINA	200 parts
- Monsieur Patrick TANIQU	50 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : **500 parts**
(CINQ CENT PARTS)

Conformément à la loi les associés déclarent expressément que ces parts sociales sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes libérées intégralement.

Article 10 : AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

1 - Modalités de l'augmentation de capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en numéraire ou en nature, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas la collectivité des associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

2 - Souscription en numéraire et apports en nature

En cas d'augmentation du capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent, dans les huit jours de leur réception, faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou en partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce à la requête de l'un des gérants.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital doivent être entièrement libérées et réparties lors de leur création.

3 - Droit préférentiel de souscription

En cas d'augmentation du capital par souscription de parts sociales en numéraire, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé, sous réserve de l'agrément du cessionnaire dans les conditions prévues par l'article 12 des présents statuts.

Le 30/12/1995 Certifié conforme par le gérant

Tout associé peut renoncer à son droit préférentiel de souscription, soit en avisant la société de cette renonciation par lettre recommandée avec avis de réception, soit en souscrivant un nombre de parts inférieur au nombre de parts qu'il aurait pu souscrire. De même les associés peuvent, par décision collective extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription. Le droit préférentiel de souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes et délais fixés par la gérance.

4 - Réduction du capital social

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés. En aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation ayant pour effet de le porter à ce minimum, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société, deux mois au moins après avoir mis la gérance en demeure de régulariser la situation.

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider, dans les conditions prévues ci-après pour les décisions collectives extraordinaires, s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, et sous réserve des dispositions relatives au capital minimum, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'un montant au moins égal à la moitié du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves.

Que la dissolution soit ou non décidée, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social, et inscrite au registre du commerce et des sociétés.

A défaut par la gérance ou, le cas échéant par le commissaire aux comptes, de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées.

Dans tous les cas le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 11 : REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la société d'émettre des valeurs mobilières.

Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement consenties, notifiées et publiées.

Article 12 : CESSIONS ET TRANSMISSIONS DES PARTS SOCIALES

RMA YPKP

I - CESSION

1 - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1690 du code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

2 - Agrément des cessions

Les parts sociales ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à des tiers étrangers à la société, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Le projet de cession est notifié par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit soit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet, soit consulter les associés par écrit.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au deuxième alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

3 - Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé d'accord entre les parties ou conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

A la demande de la gérance ce délai peut être prolongé une seule fois, par décision du président du tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital de la valeur nominale des parts de cet associé, et de racheter ces parts à un prix déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours.

Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Le cas échéant, les dispositions de la loi relatives à la réduction du capital au-dessous du minimum légal seront appliquées.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant.

RMA
YPKP

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de la communauté

1 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les ayants droit ou héritiers de l'associé décédé et, éventuellement, son conjoint survivant, sous réserve, sauf si les intéressés possédaient déjà la qualité d'associé, de leur agrément par la majorité en nombre des associés survivants représentant au moins la moitié du capital social.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint survivant de l'associé décédé doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant les dites qualités.

Dans les huit jours de la réception de ces documents la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec demande d'avis de réception lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint survivant de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur leur agrément.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée.

Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires.

A défaut de notification dans le dit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis.

Si les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

2 - Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation, par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié du capital social, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

Article 13 : INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES PARTS FAISANT L'OBJET D'UN USUFRUIT

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société. A défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de la société, dans les décisions ordinaires, et le nu-propriétaire représente l'usufruitier dans les décisions extraordinaires.

Article 14 : DROITS DES ASSOCIES

Chaque part donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations, ainsi qu'à une fraction de l'actif social et des bénéfices proportionnellement au nombre de parts existantes.

RMA 1757

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit l'adhésion aux statuts de la société et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, héritiers et conjoint d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera, selon les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur, l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

Article 15 : DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

TITRE III

GERANCE

Article 16 : POUVOIRS DE LA GERANCE

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés par décision collective ordinaire des associés.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots : *"Pour la société - Le Gérant"*, suivis de la signature du gérant.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir ensemble ou séparément, en toutes circonstances, au nom de la société, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux et sous réserve des pouvoirs que la loi attribue aux associés.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité personnelle, conférer toutes délégations spéciales ou temporaires à tous mandataires de leur choix pour des opérations déterminées.

Article 17 : DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE. NOMINATION DES GERANTS

1 - Durée

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée dans les statuts, sous l'article 7, puis, au cours de la vie sociale, par la décision collective qui les nomme.

2 - Cessation des fonctions

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, un gérant peut être révoqué par le président du tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également résilier ses fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés trois mois à l'avance par lettre recommandée avec avis de réception.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

RMA TP KP

3 - Nomination d'un nouveau gérant

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation soit du gérant restant en fonction, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un ou plusieurs associés représentant le quart du capital, soit par un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

Article 18 : REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel, à passer en frais généraux. Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision ordinaire des associés.

La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Article 19 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Sous réserve des interdictions légales, les conventions entre la société et l'un de ses associés ou gérants sont soumises aux formalités de contrôle et de présentation à l'assemblée des associés prescrites par la loi et les réglementations en vigueur.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec toute société dont un gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, associé indéfiniment responsable, est simultanément gérant ou associé de la société.

A peine de nullité du contrat il est interdit aux gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, au conjoint, ascendants et descendants des gérants et associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

Les associés pourront verser dans la caisse sociale en compte courant libre, au-delà de leur mise sociale, toutes les sommes qui seront jugées utiles par la gérance pour les besoins de la société.

Les conditions d'intérêt, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront déterminées par décision collective ordinaire des associés, sur proposition de la gérance. Ces comptes ne pourront jamais être débiteurs.

Article 20 : RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Le ou les gérants sont responsables envers la société ou envers les tiers soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter une action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par la loi.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société, le gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par la loi.

RMA JP KP

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

Article 21 : MODALITES

1 - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par la justice, ainsi qu'il est dit à l'article 22 des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts. Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des voix émises, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa qui précède, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4 - Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Toutefois l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article 12 des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales,

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la société en toute autre forme, notamment en société anonyme, est décidée dans les conditions fixées par la loi.

Le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Article 22 : ASSEMBLEES GENERALES

1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées normalement par la gérance ; à défaut elles peuvent être également convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

RMA VP KP

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée comportant l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée.

Toutefois l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés, et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article 25 des présents statuts.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses, qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

3 - Participation aux décisions, nombre de voix, représentation

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la société ne comprenne que les deux époux ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

Le mandat de représentation est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours. Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

4 - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par l'un des gérants, ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Article 23 : CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu et par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution, émettre leur vote par écrit.

Pendant le dit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles. Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

RHN JPKP

Article 24 : PROCES-VERBAUX

1 - Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance, et, le cas échéant, par le président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

2 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans un procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

3 - Registre des procès-verbaux, copies ou extraits des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social, et cotés et paraphés soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais. Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Article 25 : INFORMATION DES ASSOCIES

Le ou les gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes. A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du commissaire aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a droit, à toute époque, de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non-gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée, le cas échéant, au commissaire aux comptes.

RMA *[Signature]* KP

TITRE V

CONTROLE DE LA SOCIETE. COMPTES SOCIAUX. BENEFICES. DIVIDENDES

Article 26 : COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer, par décision ordinaire, un commissaire aux comptes. Cette nomination peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant le dixième du capital social.

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire lorsque les seuils prévus par les dispositions légales en vigueur sont dépassés.

Le commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Article 27 : COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux usages du commerce.

A la fin de chaque exercice la gérance dresse l'inventaire des éléments de l'actif et du passif existant à cette date, ainsi que le bilan et le compte de résultats.

Elle établit également le rapport de gestion qui expose la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités menées en matière de recherche et de développement.

Article 28 : AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la dite réserve atteint le dixième du capital social. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale, et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition constitue les sommes distribuables. Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes. Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif. Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

RMA TP KP

TITRE VI

DISSOLUTION. LIQUIDATION. CONTESTATIONS

Article 29 : DISSOLUTION

1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés. La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution de la société selon les modalités exposées à l'article 10 des présents statuts.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cinquante, la société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme. A défaut elle est dissoute.

Article 30 : LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "*Société en liquidation*". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme, le cas échéant, ceux du commissaire aux comptes, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif et répartir le solde disponible entre les associés. Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Article 31 : CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

TITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 32 : PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont tenus de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais, et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

En outre, pour faire publier la constitution de la présente société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés à un associé ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

DMA 

Article 33: frais

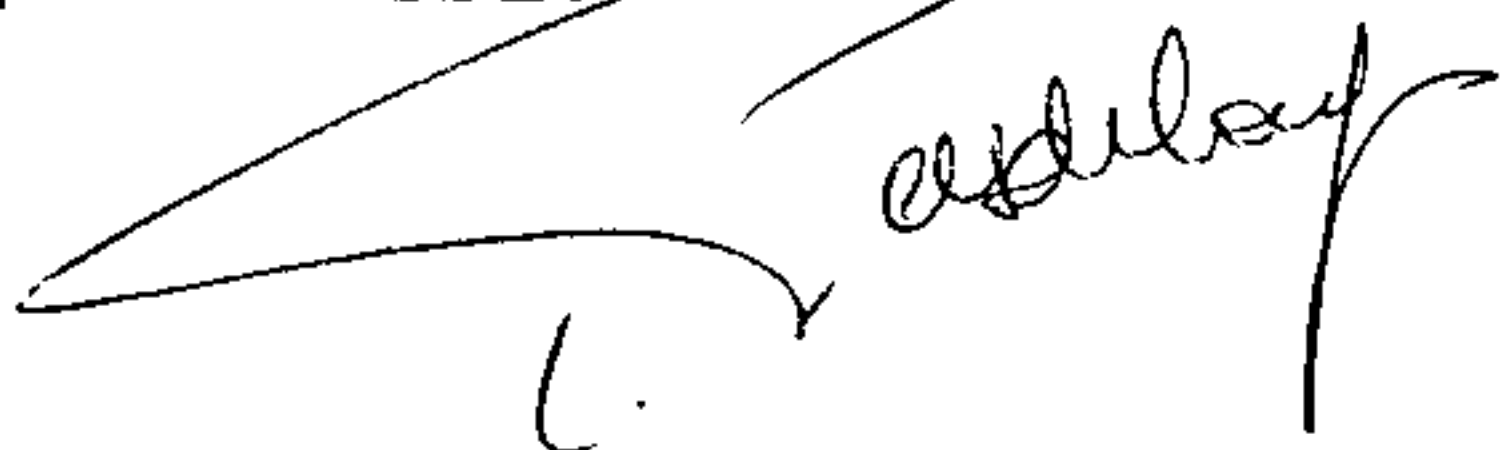
les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des frais d'établissement et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes

fait le : 30.12.1995

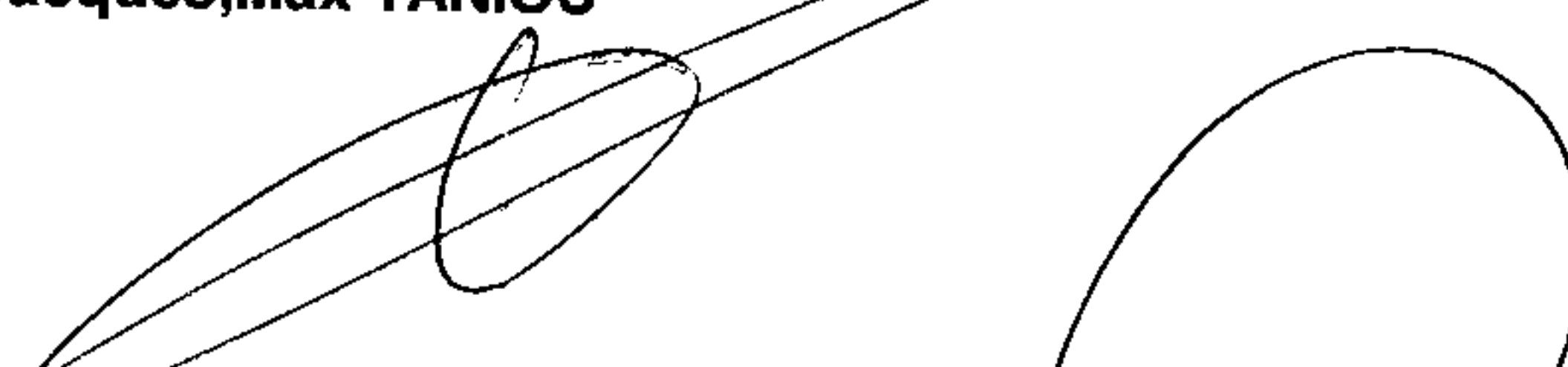
a: Actes sous BRS-93600 -

en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales

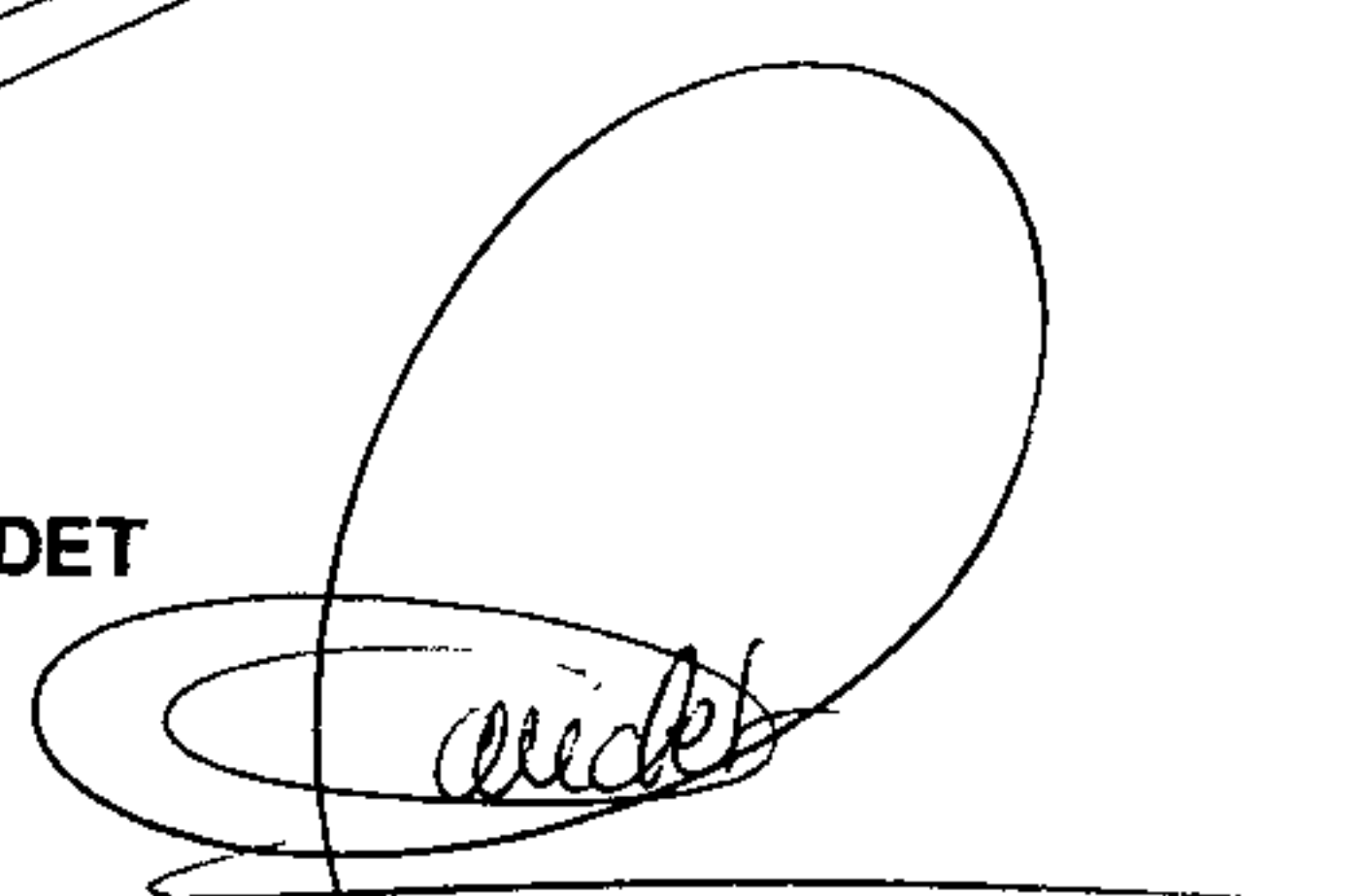
Madame Catherine, Helène, Andrée, PASDELOUP
épouse **BOUDET**



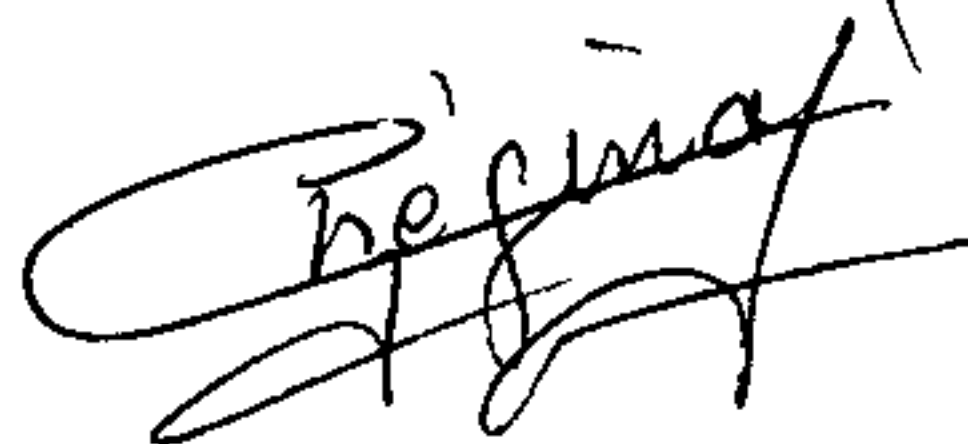
Monsieur Patrick, Jacques, Max TANIQU



Monsieur Jean-Jacques Henri, Edouard, BOUDET



Madame, Marie, Agnès, REGINA



"A.S.R. EQUIPEMENT"

**Société à responsabilité limitée
au capital de 50 000 Francs
Siège social : 30. rue Francis Creno
93600 AULNAY SOUS BOIS
RCS BOBIGNY B 402 767 073**

PROCES-VERBAL ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 30 DECEMBRE 1995

*L'an mil neuf cent quatre vingt quinze,
le 30 décembre, à neuf heures,*

les associés se sont réunis au siège social 30. rue Francis Creno 93600 AULNAY SOUS BOIS en Assemblée Générale Extraordinaire sur convocation de la Gérance.

Sont présents les associés :

- | | |
|--|-----------|
| - Madame Catherine PASDELOUP, épouse BOUDET, propriétaire de | 250 parts |
| - Monsieur Patrick TANIQU, propriétaire de | 250 parts |

Total des parts présentes : 500 parts sur les 500 parts composant le capital social.

Madame Catherine PASDELOUP, épouse BOUDET préside la séance en qualité de gérant.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- les statuts de la société,
- le texte des résolutions proposées.

Il déclare que ces mêmes pièces ont été mises à la disposition des associés de quinze jours avant la date de la présente réunion, ce dont l'Assemblée lui donne acte à l'unanimité.

Puis, le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant :

- **cessions de parts de la société et agrément de nouveaux associés,**
- **modification corrélative des statuts,**
- **démission du gérant et nomination d'un nouveau gérant,**
- **pouvoirs à donner,**

Le Président donne ensuite lecture du rapport de la gérance et ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance des actes de cession de parts sociales intervenues en date du 30 décembre 1995 entre :

Monsieur Patrick TANIQU et Madame Marie-Agnès REGINA

et

Madame Catherine PASDELOUP, épouse BOUDET et Monsieur Jean-Jacques BOUDET

décide d'agréer, à compter du 30 décembre 1995, Madame Marie-Agnès REGINA et Monsieur Jean-Jacques BOUDET au titre de nouveaux associés de la société "A.S.R. EQUIPEMENT", ceux-ci détenant dorénavant respectivement 200 et 85 parts du capital social.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés présents ou représentés.

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée Générale décide modifier comme suite l'article 9 des statuts pour tenir compte de la nouvelle répartition des parts :

Article 9 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 50.000 francs. Il est divisé en **500 parts de 100 francs** chacune, attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

- Monsieur Jean-Jacques BOUDET	85 parts
- Madame Catherine PASDELOUP, épouse BOUDET	165 parts
- Madame Marie-Agnès REGINA	200 parts
- Monsieur Patrick TANIQU	50 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : **500 parts**
(CINQ CENT PARTS)

Le reste de l'article est inchangé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés présents ou représentés.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale décide, à compter du 30 décembre 1995, de nommer Monsieur Jean-Jacques BOUDET, gérant de la société "A.S.R. EQUIPEMENT", en remplacement de Madame Catherine PASDELOUP, épouse BOUDET, démissionnaire.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés présents ou représentés

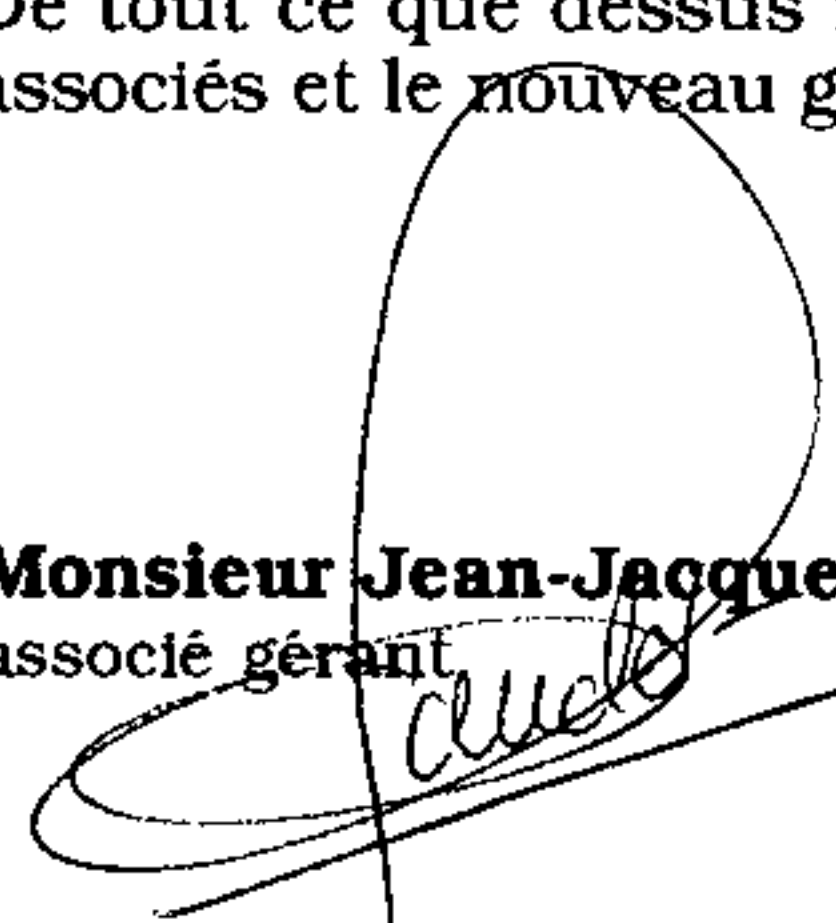
QUATRIEME RESOLUTION

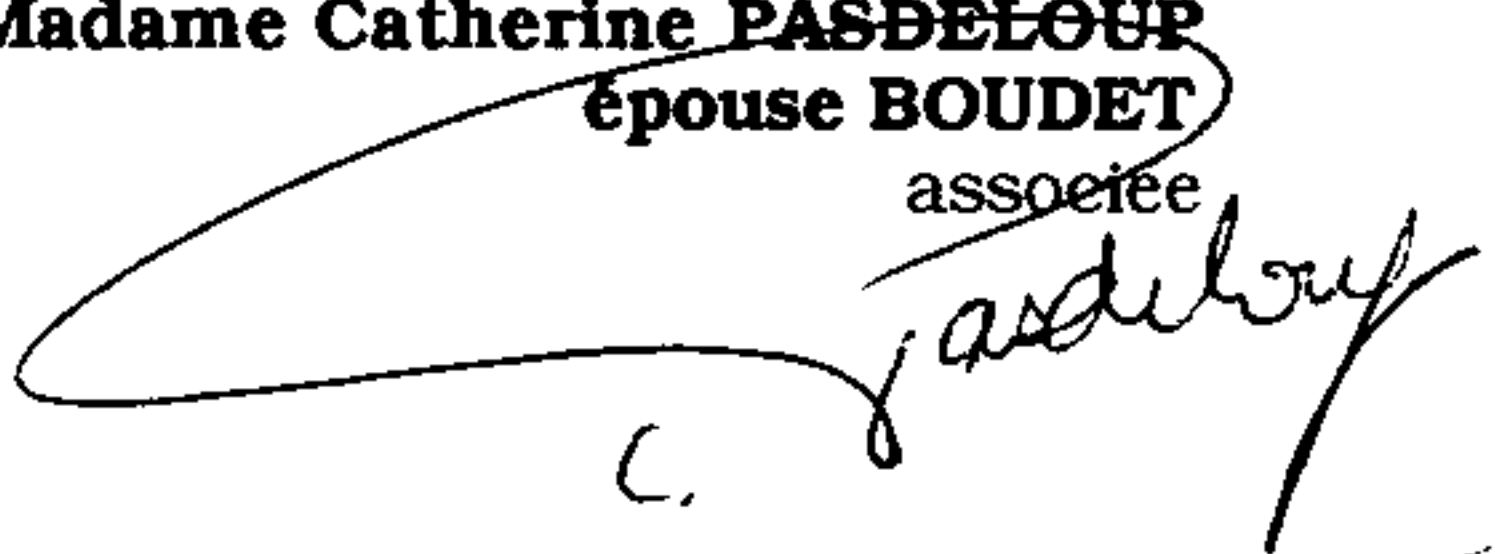
L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales en résultant. Les frais, droits et honoraires seront supportés par le cessionnaire.

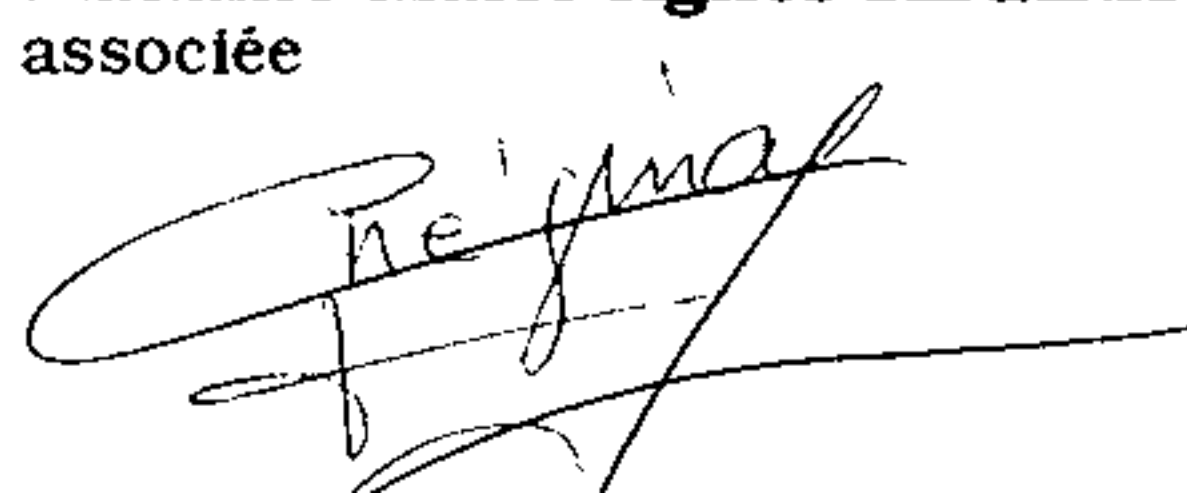
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés présents ou représentés.

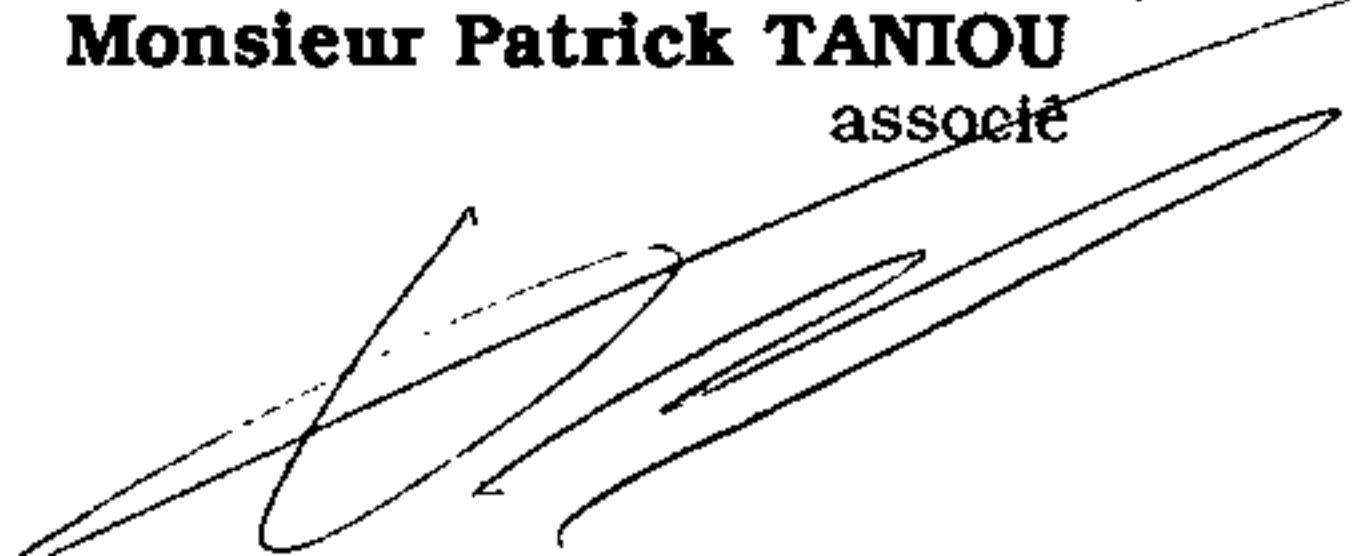
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à dix heures.

De tout ce que dessus il a été dressé le procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés et le nouveau gérant.


Monsieur Jean-Jacques BOUDET
associé gérant


Madame Catherine PASDELOUP
épouse BOUDET
associée


Madame Marie-Agnès REGINA
associée


Monsieur Patrick TANIQU
associé

CESSION DE PARTS SOCIALES

Les Soussignés :

Monsieur Patrick, Jacques, Max TANIYOU, né le 27 Mai 1949 à Paris XIIIème (75), de nationalité française, technico-commercial, demeurant 7 square Charles d'Orléans 94500 CHAMPIGNY, Divorcé ;

d'une part,

et

Madame Marie-Agnès REGINA, née le 6 Juin 1951 à Basse Pointe - MARTINIQUE (97), de nationalité française, sans profession, demeurant 7 square Charles d'Orléans 94500 CHAMPIGNY, Divorcée ;

d'autre part,

Ont procédé, de la manière suivante, à une cession de parts sociales entraînant ainsi qu'il suit la modification des statuts de la société :

I - CESSION DE PARTS

Monsieur Patrick, Jacques, Max TANIYOU cède et transporte par ces présentes, sous les garanties ordinaires de fait et de droit,

à

Madame Marie-Agnès REGINA qui accepte, 200 parts de 100 (cent) Francs chacune, lui appartenant dans la société à responsabilité limitée "A.S.R EQUIPEMENT", au capital de 50 000 Francs dont le Siège Social est au 30, rue Francis CRENO 93600 AULNAY SOUS BOIS.

Madame Marie-Agnès REGINA sera propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et aura seul droit à la fraction correspondante des bénéfices de l'exercice en cours revenant auxdites parts.

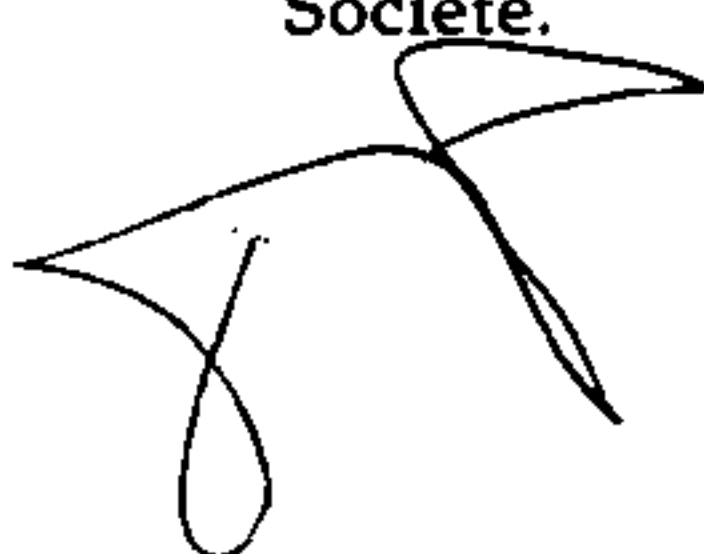
Il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 20 000 Francs (Vingt mille francs) que Madame Marie-Agnès REGINA a versé à l'instant même à Monsieur Patrick, Jacques, Max TANIYOU qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance.

SIGNIFICATION A LA SOCIETE

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes en vue de leur signification à la Société.



R.M.A.

FACE ANNULÉE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

II - AGREMENT DES ASSOCIES

La présente cession, intervenant entre associés, est libre, conformément aux dispositions de l'article 15 des statuts.

III - MODIFICATION DES STATUTS

Comme conséquence de la cession ci-dessus constatée, l'article 9 des statuts sera, de plein droit, remplacé par les dispositions ci-après, à compter du jour de la signification du présent acte à la Société :

"ARTICLE 9 : CAPITAL SOCIAL"

Le capital social est fixé à 50 000 Frs divisé en 500 parts 100 francs chacune, entièrement souscrites, libérées et attribuées aux associés, en proportion de leurs apports respectifs :

- Monsieur Jean-Jacques BOUDET	85 Parts
- Madame Catherine BOUDET	165 Parts
- Madame Marie-Agnès REGINA	200 Parts
- Monsieur Patrick TANIOU	50 Parts

soit un total de	500 Parts

IV - FORMALITES DE PUBLICITE

Tous pouvoirs sont conférés :

A Monsieur Jean-Jacques BOUDET, Gérant de la Société, pour constater par un procès-verbal dressé après la signification de la cession à la société, le caractère définitif, au jour de cette signification, de la modification ci-dessus apportée au statuts ; et au porteur de copies ou d'extrait du présent acte et du procès-verbal ci-dessus visé pour effectuer toutes formalités de dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce.

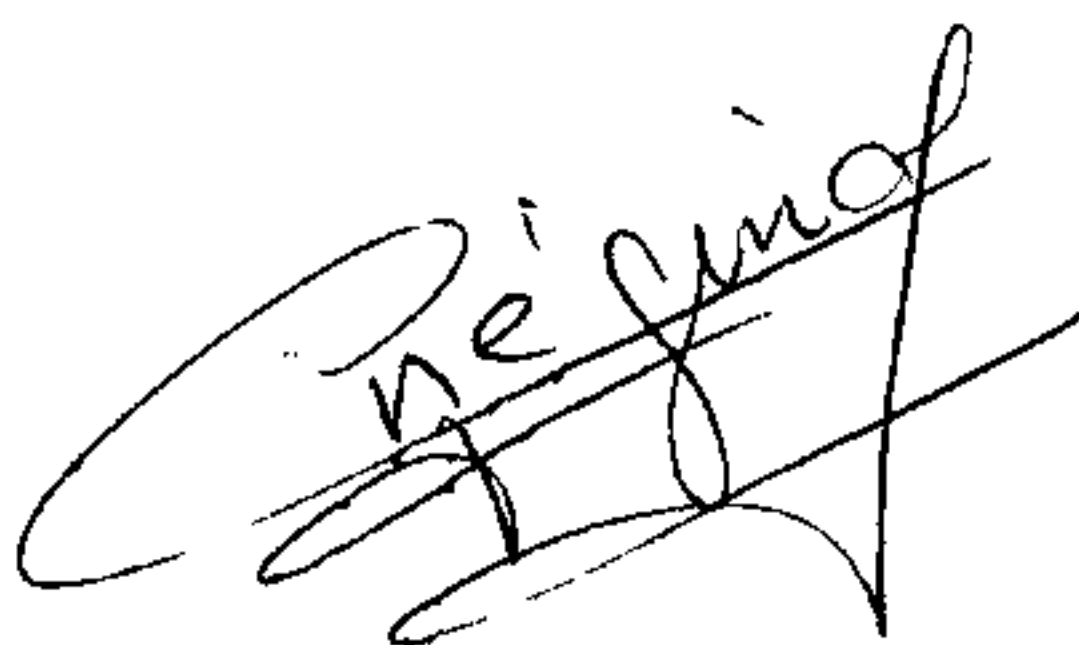
V - FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés savoir :

- Par Madame Marie-Agnès REGINA qui s'y oblige dans la mesure où ces frais et droits se rattachent aux cessions,
- Par la Société en ce qui concerne les frais et droits afférents à la modification des statuts.

Fait à Aulnay Sous Bois,
le 30 12 95
En 4 exemplaires originaux.

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE	
de	Champigny le 09-01-96
F°	91
Sous... 4/1	
RECU	[...]
	... 170 F...
	... 960 F...
Signature :	



LE 8 JAN. 1996

CESSION DE PARTS SOCIALES

Signature :

Les Soussignés :

Monsieur Jean-Jacques, Henri, Edouard BOUDET, né le 22 Octobre 1959 à Blanc Mesnil (93), de nationalité française, technico-commercial, demeurant 30, rue Francis Creno 93600 AULNAY SOUS BOIS, marié le 4 Juillet 1987 à SAINT MARC SUR COUESNON (35) avec Mademoiselle Catherine, Hélène, Andrée PADELOUP sous le régime de la communauté ;

d'une part,

et

Madame Catherine, Hélène, Andrée PADELOUP, épouse BOUDET, née le 21 Mai 1961 à PETIT QUEVILLY (76), de nationalité française, Employée de banque, demeurant 30, rue Francis Creno 93600 AULNAY SOUS BOIS, mariée le 4 Juillet 1987 à SAINT MARC SUR COUESNON (35) avec Monsieur Jean-Jacques, Henri, Edouard BOUDET sous le régime de la communauté ;

d'autre part,

Ont procédé, de la manière suivante, à une cession de parts sociales entraînant ainsi qu'il suit la modification des statuts de la société :

I - CESSION DE PARTS

Madame Catherine, Hélène, Andrée PADELOUP, épouse BOUDET cède et transporte par ces présentes, sous les garanties ordinaires de fait et de droit,

à

Monsieur Jean-Jacques, Henri, Edouard BOUDET qui accepte, 85 parts de 100 (cent) Francs chacune, lui appartenant dans la société à responsabilité limitée "A.S.R EQUIPEMENT", au capital de 50 000 Francs dont le Siège Social est au 30, rue Francis CRENO 93600 AULNAY SOUS BOIS.

Monsieur Jean-Jacques, Henri, Edouard BOUDET sera propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et aura seul droit à la fraction correspondante des bénéfices de l'exercice en cours revenant auxdites parts.

Il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 8 500 Francs (huit mille cinq cent francs) que Monsieur Jean-Jacques, Henri, Edouard BOUDET a versé à l'instant même à Madame Catherine, Hélène, Andrée PADELOUP, épouse BOUDET qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance.



SIGNIFICATION A LA SOCIETE

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes en vue de leur signification à la Société.

II - AGREMENT DES ASSOCIES

La présente cession, intervenant entre associés, est libre, conformément aux dispositions de l'article 15 des statuts.

III - MODIFICATION DES STATUTS

Comme conséquence de la cession ci-dessus constatée, l'article 9 des statuts sera, de plein droit, remplacé par les dispositions ci-après, à compter du jour de la signification du présent acte à la Société :

"ARTICLE 9 : CAPITAL SOCIAL"

Le capital social est fixé à 50 000 Frs divisé en 500 parts 100 francs chacune, entièrement souscrites, libérées et attribuées aux associés, en proportion de leurs apports respectifs :

- Monsieur Jean-Jacques BOUDET	85 Parts
- Madame Catherine BOUDET	165 Parts
- Madame Marie-Agnès REGINA	200 Parts
- Monsieur Patrick TANIOU	50 Parts

soit un total de	500 Parts

IV - FORMALITES DE PUBLICITE

Tous pouvoirs sont conférés :

A Monsieur Jean-Jacques BOUDET, Gérant de la Société, pour constater par un procès-verbal dressé après la signification de la cession à la société, le caractère définitif, au jour de cette signification, de la modification ci-dessus apportée au statuts ; et au porteur de copies ou d'extrait du présent acte et du procès-verbal ci-dessus visé pour effectuer toutes formalités de dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce.

V - FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés savoir :

- Par Monsieur Jean-Jacques, Henri, Edouard BOUDET qui s'y oblige dans la mesure où ces frais et droits se rattachent aux cessions,
- Par la Société en ce qui concerne les frais et droits afférents à la modification des statuts.

Fait à Aulnay Sous Bois,
le 30/12/95
En 4 exemplaires originaux.

